Saillenard : finances de la commune

Commune · Saône-et-Loire (71) · 820 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Saillenard affichait un encours de dette de 517 k€, soit 631 € par habitant, une épargne brute égale à 31 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 2,2 ans.

Dette par habitant
631 €
517 k€ au total

Capacité de désendettement
2,2 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
31 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
645 € / hab.
529 k€ au total

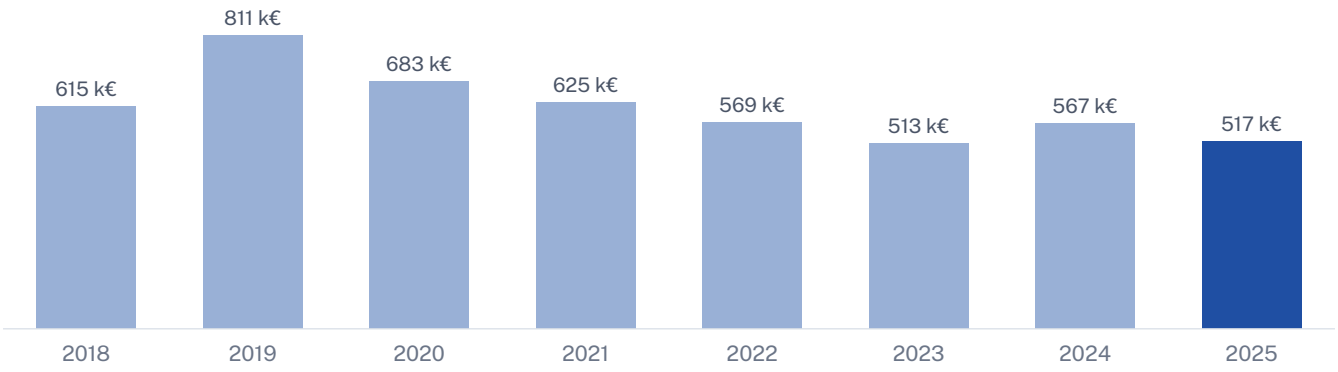
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	645 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	32,3 %	209 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	31 %	290 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	631 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	472 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	313 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 615 k€ en 2018 à 517 k€ en 2025 (-15,9 %). Valeur la plus haute : 811 k€ en 2019 ; la plus basse : 513 k€ en 2023.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	615 k€	34,4 %	3,3 ans	454 k€
2019	811 k€	42,7 %	3,2 ans	655 k€
2020	683 k€	35,3 %	3,5 ans	145 k€
2021	625 k€	29,6 %	3,6 ans	386 k€
2022	569 k€	32 %	2,7 ans	115 k€
2023	513 k€	36,4 %	1,9 ans	197 k€
2024	567 k€	41,4 %	1,8 ans	537 k€
2025	517 k€	31 %	2,2 ans	387 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Saillenard	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	631 €	594 €	+6,1 %
Impôts locaux par habitant	313 €	359 €	−12,9 %
Frais de personnel par habitant	209 €	279 €	−25,1 %
Investissement par habitant	472 €	124 €	+280,2 %
Taux d'épargne brute	31 %	20,2 %	
Capacité de désendettement	2,2 ans	3,8 ans	

Jumelles : Lay (42), Saint-Aubin-de-Locquenay (72), Chambry (02), Saint-André-d'Embrun (05), Gevry (39), Trespoux-Rassiels (46), Lamarque-Pontacq (65), Horsarrieu (40), Adé (65), Saint-Étienne-Lardeyrol (43). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	797	820	+2,9 %	−1,2 %
Dette par habitant	1 017 €	631 €	−38 %	−30,4 %
Impôts locaux par habitant	224 €	313 €	+39,5 %	+25,9 %
Frais de personnel par habitant	136 €	209 €	+53,9 %	+20,4 %
Taux d'épargne brute	42,7 %	31 %	−11,6 points	−3,3 points
Capacité de désendettement	3,2 ans	2,2 ans	−1 an	−0,6 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		2 187 €		1 563 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Saillenard	Comparaison
Habitants (2023)	830	+10,4 % depuis 2012 (département : −0,9 %)
65 ans ou plus (2023)	27 %	département : 27,3 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	0,6 pour 100 habitants	département : 3,4
Salariés du secteur privé (2025)	21	
Élèves des écoles (rentrée 2025)	55	−6,8 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	104,8	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

310 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 30 emplois, soit 9 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	0 %	2,8 %	1,3 %	0 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	3,2 %	7,5 %	6,6 %	0 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	15,5 %	11,6 %	20,1 %	17,2 %
Professions intermédiaires	14,2 %	24,7 %	26,4 %	17,2 %
Employés	35,8 %	27 %	26,1 %	48,3 %
Ouvriers	31,3 %	26,4 %	19,5 %	17,2 %

Professions les plus exercées par les habitants : Bourgogne-Franche-Comté

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	24 470	2,1 %
Infirmiers en soins généraux salariés	20 750	1,8 %
Agents de service des établissements de santé	18 070	1,6 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	17 970	1,6 %
Enseignants titulaires du primaire	16 500	1,4 %
Conducteurs de poids lourds	16 380	1,4 %
Secrétaires, employés de la bureautique	16 360	1,4 %
Ouvriers du nettoyage	15 190	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	14 250	1,2 %
Assistants maternels agréés	13 370	1,2 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	13 270	1,2 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	12 930	1,1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Saône-et-Loire (71)) : 17 194 au moins, dont 47,5 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Viticulteurs, arboriculteurs	2 837	40,5 %
Employés de libre service	659	8,2 %
Aides-soignants	612	79,9 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	579	76,2 %
Serveurs de cafés restaurants	537	63,9 %
Agents d'entretien de locaux	534	46,8 %

Métier	Projets	Difficiles
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	522	60 %
Télévendeurs et téléconseillers	419	0 %
Personnels de ménage chez des particuliers	380	33,2 %
Infirmiers et sages-femmes	374	53,7 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Saillenard
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	219 k€ pour 6 projets
Par habitant	267 € (communes de même taille : 210 € ; département : 181 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	25,4 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2024	DETR	Amenagement et securisation du centre bourg tranche 1 - itineraires de liaisons et pistes cyclables - entree sud - le fay et entree nord - bletterans	79 576 €
2025	DETR	Amenagement et securisation du centre bourg - tranche 2 - itineraires de liaisons de pistes cyclables - entree ouest - saint germain et entree est - beaurepaire	47 675 €
2023	DETR	Achat d'un tracteur et de ses équipements	41 970 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.